



Mots. Les langages du politique

128 | 2022

Le multilinguisme dans les organisations
internationales

Politiques des langues dans les organisations internationales

Language politics in international organisations

Políticas lingüísticas en las organizaciones internacionales

Chloé Gaboriaux, Rachele Raus, Cécile Robert et Stefano Vicari



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/29160>

DOI : 10.4000/mots.29160

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 14 avril 2022

Pagination : 9-25

ISBN : 979-10-362-0552-1

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Chloé Gaboriaux, Rachele Raus, Cécile Robert et Stefano Vicari, « Politiques des langues dans les organisations internationales », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 128 | 2022, mis en ligne le 14 avril 2022, consulté le 10 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/29160> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.29160>

Politiques des langues dans les organisations internationales

Toutes les organisations internationales, qu'elles soient intergouvernementales ou non, sont confrontées à la question de la ou des langues dans lesquelles leurs membres et leurs employés travaillent et communiquent. Celles qui nous intéressent ici ont fait le choix, plus ou moins assumé et plus ou moins suivi d'effets, d'écarter l'option du monolinguisme, qui consiste à imposer une *lingua franca* à tous les niveaux de communication, au profit du multilinguisme, à savoir le recours à plusieurs langues, dans leurs échanges internes comme dans leurs déclarations publiques. Leurs motivations sont diverses : elles tiennent à leurs terrains d'intervention (c'est le cas des missions humanitaires), répondent à des enjeux diplomatiques (pour ne pas favoriser ouvertement tel ou tel membre de l'organisation), et/ou relèvent de leurs objectifs mêmes (la transposition d'une même norme juridique dans plusieurs pays, la constitution d'une citoyenneté supranationale, etc.). À moins que tous les individus concernés soient plurilingues¹ – ce qui n'arrive pratiquement jamais, à l'exception de quelques groupements extrêmement restreints (comme certaines sociétés savantes) –, le choix du multilinguisme implique un travail constant – et coûteux – de traduction et d'interprétation, dont les répercussions politiques sont encore trop souvent sous-estimées.

Ce sont ces dernières que le présent dossier vise à éclairer, dans une perspective pluridisciplinaire. Il s'inscrit à cet égard dans un champ de recherche que les acteurs et actrices impliqués ont, dans une large mesure, suscité et contribuent encore à animer, en lien avec des chercheurs et chercheuses issus

1. Suivant l'usage (voir par exemple Touitou-Benitah, 1998), nous distinguons entre multilinguisme (présence de plusieurs langues dans une même organisation, ce qui implique un travail de traduction) et plurilinguisme (maîtrise de plusieurs langues par les individus).

Université de Lyon, Sciences Po Lyon, Triangle (UMR 5206)

chloe.gaboriaux@sciencespo-lyon.fr

Université de Bologne

rachele.raus@unibo.it

Université de Lyon, Sciences Po Lyon, Triangle (UMR 5206)

cecile.robert@sciencespo-lyon.fr

Université de Gênes

stefano.vicari@unige.it

d'horizons disciplinaires variés. Les contributions qu'il rassemble confirment, s'il était besoin, que la traduction n'est jamais neutre et que l'anglais – dans sa version globalisée – tend à s'imposer en dépit des proclamations de principe en faveur de la diversité linguistique. Mais leur apport va au-delà de ce constat, déjà ancien, d'un écart grandissant entre multilinguisme de droit et monolinguisme de fait. Elles montrent en effet très concrètement comment l'anglais internationalisé – et avec lui un système de valeurs et de domination – devient hégémonique, en s'intéressant moins aux manifestations les plus évidentes de ce phénomène² qu'aux mécanismes peu visibles parce que routiniers et/ou dépolitisés qui le soutiennent. Les uns procèdent de l'activité de traduction elle-même, dont les techniques et dispositifs concourent à uniformiser les manières de dire sans occulter toutefois les écarts de perception et de représentation entre les langues, comme le soulignent les articles de Francesca Bisiani, de Stefano Vicari et Anna Giaufret et de Rachele Raus. Les autres sont le fait des conditions de travail fortement contraintes des hommes et des femmes employés par les organisations internationales, qu'ils soient chargés de la traduction, comme les professionnels étudiés par Tibissai Guevara-Braun, ou plus généralement amenés à travailler en contexte multilingue, comme dans les institutions étudiées par Maria Rosa Garrido Sardà et Zorana Sokolovska.

Du terrain à la théorie et retour

Les besoins en traduction engendrés par la mondialisation en général, et par le nombre croissant des organisations internationales en particulier (Hoppe, 2013³), ont contribué à l'institutionnalisation de la traductologie, dont les revues professionnelles manifestent dès les années 1950 la vitalité⁴, et qui s'affirme comme une discipline scientifique à part entière dans les années 1970 (Guidère, 2008). Outre les questions posées par la traduction littéraire ou scientifique, les problèmes propres à la traduction officielle y font l'objet d'un traitement approfondi, le plus souvent de l'intérieur, dans la mesure où les auteurs et autrices de ces travaux sont pour une grande partie d'entre eux traducteurs eux-mêmes. Leurs analyses renvoient ainsi largement à leurs préoccupations

2. Par exemple, le fait que l'UE pense l'ordre européen en anglais comme le suggère la proportion – plus des trois quarts – de la documentation qui arrive dans cette langue aux services de traduction (Fontenelle, 2016) ou les tensions soulevées par les traductions divergentes de la résolution 242 de l'ONU de novembre 1967 sur le retrait israélien « des territoires occupés » / « *from occupied territories* » (voir par exemple Nowicki et Oustinoff, 2007a).
3. Moins d'une centaine en 1950, plus de trois cents au début des années 2010.
4. Par exemple *Traduire : une autre perspective sur la traduction*, créée en 1952 par la Société française des traducteurs, ou *Meta : journal des traducteurs*, fondée en 1955 par l'Association canadienne des traducteurs diplômés.

professionnelles, qu'il s'agisse des principes propres à la traduction au sein des pays multilingues et/ou des organisations internationales, des dispositifs utilisés ou imposés (guides de traduction, banques terminologiques, logiciels de traduction automatique, etc.) ou de leurs conditions de travail (De Pizzol, 2009 ; Lane-Mercier *et al.*, 2014).

Le caractère politiquement et/ou juridiquement contraignant des textes multilingues émis par certains pays et organisations internationales – qu'on songe à l'Organisation des Nations unies (ONU) ou à l'Union européenne (UE) – a également donné lieu à un champ de recherches fécond, la jurilinguistique, qui vise à répondre au défi que constitue le « double langage » du droit (Gémar, 1982, 2007 ; Gréciano et Humbley, 2011) : la traduction ne consiste plus seulement à rendre compte de certains énoncés spécialisés d'une langue dans une autre, mais doit s'assurer de leur pertinence dans un système juridique différent, voire préparer leur transposition dans une pluralité de systèmes juridiques, dont les logiques paraissent parfois incommensurables. Les enjeux considérables que soulève la traduction des textes juridiques ont permis de lever le voile sur ceux, moins bien perçus quoique tout aussi cruciaux, qui tiennent à son rôle plus quotidien en contexte multilingue : les langues sources charrient des représentations qu'elles tendent à imposer dans les langues cibles, et avec elles des manières d'agir sur le monde qui leur sont propres.

Les enjeux sont en effet également et surtout politiques, ce dont la recherche a clairement pris acte depuis les années 1990 (Nelde, 2004). À cet égard, les élargissements successifs de l'UE ont sans doute joué un rôle majeur en révélant à travers la question de la traduction les contradictions du projet européen⁵. L'augmentation du nombre de langues officielles (quatre à la création de la Communauté économique européenne, que ses artisans maîtrisaient plus ou moins, onze à la fondation de l'UE, vingt-quatre aujourd'hui...) a en effet paradoxalement débouché sur un renforcement sans précédent de l'anglais au sein de l'organisation (Ban, 2013). Ce sont d'abord les praticiens et praticiennes qui ont cherché à alerter les États et les institutions, et dans une moindre mesure les opinions publiques (par exemple le député européen britannique Benjamin G. Patterson, 1981 ; le député européen allemand Otto von Habsbourg, 1982 ; ou le directeur général des services de traduction de l'UE Eduard Brackeniers, 1991).

La théorie politique n'a pas tardé à s'intéresser à la question, en particulier les chercheuses et chercheurs qui s'interrogent sur les liens entre langue, nation et démocratie (Pool, 1991 ; Skutnabb-Kangas, 1995 ; Swaan, 2001 ; Kymlicka et Patten, 2003) : comment permettre à chacun de faire valoir sa langue – et

5. Le cas européen a fait ainsi l'objet d'une attention particulière dans la recherche sur le multilinguisme des organisations internationales. Comme on le verra dans cette introduction comme dans les articles qui suivent, le présent dossier ne fait pas exception : l'UE y apparaît comme un terrain privilégié des travaux sur la question.

donc ses représentations, sa culture, son identité, mais aussi sa capacité de négociation – dans un contexte où les langues sont si nombreuses ? Comment assurer l'égalité entre les langues sans ralentir voire paralyser le travail du personnel politique ou administratif ? L'investissement financier qu'impliquerait la traduction dans toutes les langues et à tous les niveaux est-il envisageable ou même souhaitable ? Et peut-on concevoir une démocratisation de l'institution qui ne passerait pas par le droit garanti à chacun des citoyens d'avoir accès dans sa langue aux débats tenus au sein de l'Union et donc aux documents publiés par cette dernière ?

Les organisations internationales se sont elles-mêmes emparées du sujet et soutiennent le dialogue entre praticiens et chercheurs à travers congrès, publications ou organismes dédiés. L'Organisation internationale de la Francophonie, fondée en 1970, est ainsi particulièrement active dans l'étude et la promotion du multilinguisme, qui lui permet d'inscrire la défense du français dans un combat plus général *contre* la domination de l'anglais (et non *pour* l'hégémonie culturelle française)⁶. C'est le cas aussi de l'Organisation des Nations unies, comme le montre Marie-Josée de Saint Robert dans sa contribution au présent dossier.

Il est difficile de rendre compte de la richesse de ces débats. On se contentera donc ici de les décrire à grands traits. Dans les années 1990-2000, la tonalité est essentiellement défensive, contre les partisans de l'instauration d'une *lingua franca* – souvent l'anglais – et pour la promotion de la diversité linguistique au sein des organisations internationales. Les propositions lient alors bien souvent multilinguisme et plurilinguisme – la maîtrise de plusieurs langues (par les individus qui prennent part au travail des organisations internationales et, dans le cas des groupements politiques, par l'ensemble des citoyens concernés) venant ainsi pallier les promesses non tenues du multilinguisme (voir pour l'UE Sokolovska, 2021). Il en est d'ailleurs de même pour les défenseurs de l'anglais, confiants dans les capacités des individus à apprendre cette langue (par exemple Van Parijs, 2004 ; et pour une réponse, *ibid.* : Grin, 2004).

À partir des années 2010, le débat évolue. La diversité linguistique est devenue partout un mot d'ordre, qu'il paraît plus difficile de contester. Mais la promotion de l'apprentissage des langues semble avoir du plomb dans l'aile. Il s'agit d'une prérogative étatique sur laquelle les organisations internationales intergouvernementales et *a fortiori* non gouvernementales n'ont que peu de prise. L'intérêt pour l'apprentissage des langues, qu'il repose sur

6. Depuis la tenue du Symposium sur le plurilinguisme dans les organisations internationales, en novembre 1998, elle a multiplié les événements et publications en ce sens, désormais animés par son Observatoire de la langue française (voir présentation à l'adresse suivante : <http://observatoire.francophonie.org/l-observatoire-de-la-langue-francaise/>). Sur la défense de la langue française, voir Saint Robert, 2000, 2010.

des considérations économiques ou soit encouragé par certaines politiques (le processus de Bologne en Europe par exemple), tend d'ailleurs à favoriser l'anglais, même si le résultat est manifestement loin des attentes : la majorité des Européens ne maîtrisent pas assez cette langue pour échanger avec leurs concitoyens d'autres pays et ne peuvent donc pas *a fortiori* comprendre la documentation publiée par l'UE et encore moins se mobiliser à l'échelon européen (Barbier, 2018). Les travaux prennent alors acte de la distance entre les principes affichés – le multilinguisme – et la réalité du terrain – la domination de l'anglais au détriment de tous ceux et celles qui ne le parlent pas ou mal (Kraus et Kazlauskaitė, 2014 ; Stoicheva, 2015). La foi dans l'apprentissage des langues recule au profit d'un certain retour à la traduction (Leal, 2021).

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent dossier, à ceci près que sa démarche n'est pas prescriptive mais descriptive. Suivant l'exemple des deux numéros de la revue *Hermès* consacrés aux rapports entre mondialisation et traduction (Nowicki et Oustinoff, 2007b ; Oustinoff *et al.*, 2010), nous avons aussi cherché à favoriser le dialogue pluridisciplinaire sur une question qui intéresse autant la traductologie et la théorie politique que les sciences du langage et de la communication et les sciences sociales.

Des pratiques du multilinguisme aux effets de sens : aspects linguistiques et discursifs

Les politiques multilingues des organisations internationales peuvent être très différentes entre elles, non seulement au regard du nombre des langues et familles de langues privilégiées (voir, entre autres, les deux langues du Conseil de l'Europe, les six langues officielles des Nations unies ou les vingt-quatre de l'UE, pour ne citer que quelques-unes des organisations analysées dans ce dossier), mais aussi du point de vue du statut institutionnel que ces organisations donnent à ces langues (« langues officielles », « langues de travail », « langues principales », etc.). En dépit de cette diversité cependant, les contributions de ce dossier font ressortir la présence d'une idéologie occidentale véhiculée par la standardisation linguistique prônée, malgré tout, par ces organisations en raison de leur transnationalité consubstantielle. La nature même de leur discours, qualifié d'« expert » et qui tend à la généralisation, à l'utilisation de mots flous, à l'abstraction, à la dépersonnification et à la dépolitisation (Cussò et Gobin, 2008) semble faciliter sa diffusion dans les différentes langues en raison de sa banalisation. Ces caractéristiques découleraient des conditions de production des documents des organisations concernées (Dûchene, 2004 ; Cosmai, 2014). La langue anglaise véhiculaire et internationalisée paraît la mieux placée pour « in-former » cette idéologie, comme

le montrent les articles de S. Vicari et A. Giaufret, de T. Guevara-Braun et de R. Raus, et c'est peut-être la raison pour laquelle elle finit par être privilégiée pour la rédaction de la plupart des documents originaux qui sont ensuite traduits dans les autres langues officielles de l'organisation concernée⁷. Ces autrices et auteurs trouvent également d'autres raisons à ce choix. Ainsi, selon S. Vicari et A. Giaufret, qui prennent l'exemple d'Amnesty International, la convergence des discours et du lexique s'appuierait sur la présence d'une « communauté discursive soudée » qui, à l'intérieur de l'organisation concernée, adopterait les mêmes usages lexicaux et discursifs. Non seulement l'anglicisation serait le fruit du prestige que la langue anglaise pourrait exercer auprès des locuteurs, mais elle découlerait surtout des acteurs institutionnels et donc des politiques linguistiques des acteurs internationaux, d'après T. Guevara-Braun et R. Raus. Ajoutons que l'utilisation croissante de l'anglais comme langue de rédaction ou comme langue pivot lors de la traduction multilingue des documents des organisations internationales⁸ sera favorisée à l'avenir par l'exploitation grandissante des algorithmes neuronaux d'intelligence artificielle, qui sont de plus en plus intégrés dans les logiciels de traduction automatique et/ou de traduction assistée par ordinateur normalement utilisés lors de la rédaction multilingue des documents internationaux (Vetere, à paraître).

Et pourtant, par-delà la convergence des versions linguistiques et dans le sillage de Corinne Gobin et de Jean-Claude Deroubaix, ce dossier permet de revenir sur les traductions « pour une analyse fine des variations dues à la retranscription d'un message dans un univers sémantico-linguistique particulier » (2010, p. 112). En effet, toute retranscription favorise des « effets de sens » (Pêcheux, 1969), comme on peut le voir dans l'article de R. Raus, mais aussi dans ceux de F. Bisiani et de S. Vicari et A. Giaufret.

D'une part, le fait que chaque organisation mette à disposition ses propres ressources lexicales (banques terminologiques ou glossaires) ou ses propres manuels et guides de rédaction et de traduction (voir, entre autres, Cao et Zhao, 2008 ; Leoncini Bartoli, 2016 ; etc.) montre déjà la présence de positionnements différents et de manières variées d'utiliser les ressources linguistiques, comme le souligne F. Bisiani. Sans compter que chaque organisation

7. Nous précisons que la notion de « texte original » doit en fait être relativisée dans le cas des organisations internationales (Wagner, Svend, Martinez, 2002 ; Schäffner *et al.*, 2014). En effet, l'original est normalement écrit en anglais véhiculaire (plus rarement en français ou en allemand) et peut être ensuite modifié par des amendements qui sont rédigés dans l'une des langues officielles et ensuite traduits à leur tour dans toutes les autres langues officielles pour obtenir la version finale multilingue des documents.

8. Pour ne citer que le cas de l'UE, Cathy Waibel, Isabelle Pingel et Sonia Peressini ont montré, à l'occasion d'un colloque qui s'est déroulé le 23 mars 2021 à l'ISIT sur le multilinguisme dans les organisations internationales, que l'anglais n'a cessé de voir augmenter son prestige au Parlement et à la Commission, aux dépens des autres langues officielles, notamment du français.

peut décider de favoriser des relations colingues⁹ paritaires entre langues officielles, comme cela arrive pour le bilinguisme du Conseil de l'Europe analysé par M. R. Garrido Sardà et Z. Sokolovska, ou, au contraire, établir une relation colingue instable et conflictuelle, comme dans le cas du Comité international de la Croix-Rouge examiné dans ce même article.

De l'autre, la traduction, qui reste l'activité centrale des organisations, même dans le cas des textes juridiques où il devrait y avoir plutôt de la co-rédaction, permet d'adapter partiellement les concepts véhiculés de plus en plus en anglais. Elle fait ressortir la présence de stratégies de traduction différentes dans les langues autres que l'anglais. Dans les cas analysés dans ce dossier, l'agentivité majeure en français, l'évitement en italien et en français de la siglaison dépersonnifiante (Percebois, 2001), la tendance à spécialiser le lexique par rapport au contexte ou à l'adapter à la mémoire discursive (Moirand, 2007) nationale des mots en espagnol démontrent que les langues romanes et/ou les traducteurs vers ces langues finissent par contrebalancer de manière plus ou moins évidente la tendance à un discours uniformisé. Il serait sans doute intéressant d'élargir les recherches futures à d'autres familles de langues. Ce sont des travaux d'envergure qui mériteraient d'être entamés et qui manquent au stade actuel. Parmi les rares exceptions, signalons l'ouvrage coordonné par Laura Mori sur les variantes nationales de l'eurojargon (2018). Moins rares sont les travaux concernant l'analyse d'une seule variante linguistique du « jargon »¹⁰ de chaque organisation internationale, comme par exemple les travaux de Sylvie Chraïbi (2016, 2019) sur l'arabe onusien « globalisé ».

Les différentes approches adoptées dans les contributions permettent finalement de mettre en lumière les dimensions (discursive, sociale, politique, idéologique, etc.) qui entrent en jeu dans les pratiques effectives de traduction/du multilinguisme. L'analyse discursive des documents officiels des organisations (dans les articles de S. Vicari et A. Giaufret, R. Raus, M. R. Garrido Sardà et Z. Sokolovska) côtoie la mise en place d'approches plus ethnographiques (comme celle de T. Guevara-Braun) et la prise en considération des dispositifs de traduction tels que les bases de données terminologiques (étudiées par F. Bisiani), ce qui permet de rendre compte de la complexité des phénomènes étudiés à partir tant des pratiques et des représentations des acteurs du multilinguisme que des produits effectifs à disposition de ces acteurs (les outils) ou du grand public et/ou des gouvernements (les textes officiels).

9. Par colinguisme, il faut entendre la relation entre langues institutionnelles. La notion a été introduite par Renée Balibar dans les années 1980 et élargie ensuite par Sonia Branca-Rosoff.

10. Bien qu'un débat soit encore en cours sur la possibilité de parler de « jargon » pour les variantes linguistiques utilisées par les organisations internationales, il est indéniable que chaque organisation finit par privilégier des choix lexicaux, phraséologiques... spécifiques (voir, entre autres, Cao et Zhao, 2008 ; Colaci, 2018).

Les versions multilingues sont ainsi prises entre d'une part la tendance constitutive à l'harmonisation terminologique (et désormais discursive et textuelle aussi) transnationale, qui vise à éviter toute ambiguïté et confusion susceptibles d'engendrer des difficultés politiques et diplomatiques, et d'autre part la contretendance à l'adaptation nationale du discours. Elles contribuent à la diffusion d'un discours occidental qui tend à devenir mondialisé, tout en restant remanié de l'intérieur par la présence de positionnements différents, vecteurs de contre-discours qui ne mettent pas vraiment en question cette vision partagée.

La langue comme enjeu et objet politique : que nous apprennent leurs régimes et pratiques linguistiques sur les organisations internationales ?

Comme on l'a vu plus haut, la question du multilinguisme au sein des organisations internationales et européennes a alimenté de riches débats chez les linguistes, et notamment les acteurs professionnels engagés dans les activités de traduction. En science politique, en relations internationales comme dans les études européennes, en revanche, elle n'a, à l'exception de quelques travaux, pas été constituée d'emblée comme une dimension essentielle à la compréhension du fonctionnement de ces instances. On peut faire l'hypothèse que cette forme d'indifférence aux enjeux linguistiques tient notamment à trois caractéristiques de cette littérature académique : la première est liée aux conditions de sa genèse, dans le giron des relations internationales nord-américaines, longtemps plus intéressées par les grandes négociations entre États membres et institutions que par les pratiques quotidiennes de leurs agents. Un second obstacle tient à la dépendance des recherches dans ce domaine aux données produites par les institutions et organisations. Or, comme le suggèrent dans ce dossier les articles de T. Guevara-Braun et de M.-J. de Saint Robert, les données relatives aux compétences et pratiques linguistiques de ces personnels, voire des citoyens européens (Barbier, 2018), sont à la fois rarement constituées, et peu publicisées. Ceci est à mettre en relation avec leur caractère politiquement sensible, notamment parce qu'elles donnent à voir le décalage entre le discours institutionnel et les pratiques concrètes. Enfin, les compétences linguistiques des chercheuses et chercheurs ont peut-être participé à occulter cet enjeu et ce, selon deux modalités complémentaires : d'une part, les injonctions à l'internationalisation, soit la publication en langue anglaise, tendent à naturaliser cette forme de compétence, et/ou à rendre plus difficile peut-être l'évocation des difficultés qu'elle soulève. D'autre part, comme le souligne avec justesse Jean-Claude Barbier (2002, 2015), prêter attention aux enjeux linguistiques, et par exemple aux incompréhensions que le recours à l'*Eurospeak* peut générer

parmi des fonctionnaires de nationalités différentes, suppose la maîtrise fine de plusieurs langues européennes. Les chercheurs privilégient donc plutôt le recueil d'entretiens et de documentation en anglais, ce qui ne leur permet pas toujours d'appréhender ce que les locuteurs entendent et comprennent derrière les mêmes termes.

Encore rarement étudiés pour eux-mêmes, les usages et effets des pratiques linguistiques des agents des organisations internationales et européennes sont néanmoins pointés dans un ensemble de travaux depuis une vingtaine d'années. Ce sont les anthropologues, encouragés d'ailleurs notamment par une commande de la Commission (Abélès *et al.*, 1993), qui vont s'intéresser les premiers aux enjeux linguistiques : ils montrent comment ces derniers contribuent à la définition des identités institutionnelles – les formes de sociabilité, les collectifs de travail, la culture commune qui sont associés à la pratique des langues au sein de la Commission (Abélès et Bellier, 1996 ; Shore, 2000) – et des rôles professionnels européens – dont, par exemple, celui des juristes-linguistes de la Cour de Justice de l'Union européenne (Bellier, 2001). Ils soulignent également les effets des dispositifs de traduction sur les styles de communication et, plus largement, sur les formes de l'échange politique – au sein de l'Assemblée parlementaire européenne (Abélès, 1992) ou dans le cadre du dialogue social à l'échelle de l'UE (Wagner, 2005). Leurs travaux documentent conjointement le recul constant, à partir des années 1990 (Shore, 2000), et notamment à la faveur des grands élargissements à l'Est (Ban, 2013), du français comme langue de travail au profit de l'anglais. Ils explorent enfin, en écho aux travaux de théorie politique évoqués plus haut, les effets des compétences linguistiques des citoyens eux-mêmes sur leur rapport à l'Europe et aux institutions de l'UE (Bellier, 2002 ; Strani, 2020).

C'est ensuite à la faveur du « tournant sociologique » imprimé aux études européennes à partir des années 2000 – celui-ci ayant pris une forme un peu différente et surtout plus récente en ce qui concerne les organisations internationales (Badache *et al.*, à paraître) – que les enjeux linguistiques s'introduisent dans les travaux. Investies par les agents des institutions comme des pratiques distinctives, les compétences linguistiques y sont à la fois valorisées – apparentées à « l'ouverture d'esprit » qui caractériserait le professionnel évoluant dans un milieu de travail « européen » (Shore, 2000) – et naturalisées – le discours de ces agents tend à occulter les conditions de leur acquisition, *via* des stratégies d'apprentissage très volontaristes et, surtout, le rôle crucial des contextes familiaux (bilinguisme, expatriation, etc.). Les travaux sur le personnel politique et administratif européen, et plus largement les acteurs (lobbyistes, syndicalistes, journalistes) évoluant dans le champ de l'eurocratie (Georgakakis et Rowell, 2013), mettent précisément en évidence le caractère socialement situé, et, partant, inégalement distribué, des compétences linguistiques. Ces dernières offrent autant d'indices permettant d'enquêter sur le recrutement

social des élites européennes, et les dispositions favorisant l'entrée puis la réussite dans l'univers bruxellois (Michel et Robert, 2010). C'est notamment sur la capacité à s'exprimer facilement en anglais que les représentants français à la Confédération européenne des syndicats, recrutés au terme d'un long parcours dans les organisations nationales, se trouvent délégitimés face aux Allemands, embauchés plus jeunes et surtout sur diplômes (Wagner, 2004) ; de même que la maîtrise de l'anglais par les députés grecs au Parlement européen renvoie plus généralement au fait que ces derniers, comme leurs homologues de « petits pays » (Hongrie, Portugal, République tchèque), ont souvent poursuivi des études supérieures à l'étranger (Beauvallet et Michon, 2010). Des enquêtes en sociologie de l'action publique européenne appréhendent pour leur part les usages linguistiques des institutions européennes à partir de leurs conséquences sur leurs « auxiliaires » (représentants d'intérêts, scientifiques, experts). D'une part, l'aisance en anglais, et la maîtrise de plusieurs langues, apparaissent comme des ressources essentielles, déterminant les formes de leur coopération comme leur accès aux acteurs politiques et administratifs, et ce d'autant plus pour les locuteurs de langues rares, qui ne sont ni des langues de travail, ni des langues pivots pour l'interprétation (Robert, 2010). Ces ressources linguistiques sont, d'autre part, inégalement réparties entre les États membres, comme le montrent les travaux sur la place dans le gouvernement de l'UE des fonctionnaires nationaux (Barbier, 2008 ; Robert, 2016). Éclairant ainsi les processus de production de l'action publique, la dimension linguistique a été enfin saisie, très récemment, comme l'un des aspects de sa traduction, au sens de mise en œuvre, dans les contextes nationaux (Kluczevska, 2019 ; Mützelburg, 2020 ; Hassenteufel et Zeigermann, 2021).

Loin d'être exhaustive, cette brève exploration de la littérature académique en sociologie et en science politique invite surtout à prendre au sérieux la question des langues et de leurs usages dans les organisations européennes et internationales et à s'en saisir comme une façon d'en éclairer l'action et le fonctionnement. C'est dans cette perspective que se situe ce dossier. Les articles qui le composent s'intéressent tout d'abord aux régimes linguistiques officiels et aux compromis politiques qui ont présidé à leurs négociations. Ils montrent ensuite comment les pratiques linguistiques échappent partiellement à ces règles, reflétant les jeux de pouvoir internes comme l'évolution de leur environnement international. Ils s'intéressent enfin à ce que ces usages linguistiques disent du travail politique au sein de ces organisations, et des conceptions de la démocratie auxquelles ils s'adossent.

Un premier enseignement des articles de ce dossier concerne la façon dont les régimes linguistiques incorporent, en même temps qu'ils contribuent à légitimer et reproduire, des visions du monde et des rapports de force. Des travaux antérieurs, notamment sur le régime linguistique européen, avaient montré que celui-ci peut s'analyser comme le produit de plusieurs compromis : entre des

considérations démocratiques et d'efficacité administrative (multilinguisme *de jure* versus choix d'un nombre limité de langues de travail, Cosmai, 2014), entre et au sein des États membres, notamment en ce qui concerne le sort fait aux langues régionales (Bellier, 2001), entre la langue des élites et celles des citoyens ordinaires (Barbier, 2018 ; de Swaan, 2001). Les contributions rassemblées ici prolongent et élargissent ces réflexions : l'analyse des régimes multilingues du Conseil de l'Europe (CdE) et du Comité international de la Croix Rouge (CICR) par M. R. Garrido Sardà et Z. Sokolovska montre ainsi très bien comment les aménagements dont ces régimes font l'objet sont le produit de considérations géopolitiques (liées à l'élargissement des membres du CdE et à la croissance des missions internationales au CICR) et budgétaires (statut privilégié accordé aux langues des pays contributeurs au CdE) autant que symboliques. Cette dimension symbolique se traduit notamment par le fait qu'au CdE comme à l'ONU (M.-J. de Saint Robert), le déclin du français et son corollaire, la domination de l'anglais, sont associés tantôt à une adaptation pragmatique, tantôt au triomphe de la mondialisation et à une perte d'identité ; ces interprétations concurrentes venant légitimer voire alimenter les luttes linguistiques au sein de ces organisations. Ces logiques ne sont pas propres aux organisations internationales, mais s'observent également à l'échelle des Organisations non gouvernementales internationales (ONGI), comme l'illustrent les exemples du CICR ou d'Amnesty International étudiés par S. Vicari et A. Giaufret.

Précisément parce que ces régimes linguistiques sont le produit de rapports de force et perçus comme des instruments porteurs d'un sens et d'une force politiques, les compromis sur lesquels ils reposent sont, par nature, toujours provisoires et fragiles. En témoignent les fréquentes mises à l'agenda de leur réforme, qu'il s'agisse des organisations onusiennes (dont c'est un point récurrent de l'ordre du jour depuis 1995 [de Saint Robert]), du CdE, ou encore tout récemment au sein de l'UE¹¹. Toutes les luttes linguistiques ne font pas cependant l'objet d'un même traitement politique : tandis que certaines sont abordées dans les plus hautes instances (assemblée parlementaire du CdE ; assemblée générale des Nations unies), d'autres ne sont pas même envisagées tant la relation de domination dans laquelle elles s'inscrivent est asymétrique (cas de l'Albanie étudié par T. Guevara-Braun).

Par ailleurs, la renégociation de la place respective des langues au sein des organisations peut aussi s'opérer à bas bruit, par le biais de pratiques linguistiques qui déjouent et s'affranchissent des régimes officiels, instaurant des habitudes qui contreviennent aux normes et en affaiblissent ainsi progressivement la légitimité. C'est là un second enseignement des textes composant

11. Voir par exemple la proposition de résolution n° 4077 visant à faire du français l'unique langue de travail de l'UE à la suite du Brexit, présentée à l'Assemblée nationale française en avril 2021 (Assemblée nationale, 2021).

ce dossier que d'observer comment les principes du bilinguisme (parité d'emploi anglais/français) et du multilinguisme institutionnels se trouvent, dans les faits, subvertis par des logiques individuelles et collectives, parfois même avec l'accord tacite des organisations.

En écho aux travaux qui ont montré la part des stratégies d'anticipation et d'adaptation des individus dans la montée en puissance de certaines langues à l'échelle mondiale (Swaan, 2001), les articles rappellent d'abord que le choix d'apprendre puis d'utiliser une langue dépend d'un ensemble de facteurs que les seuls régimes linguistiques ne peuvent qu'imparfaitement contrôler : perception de son utilité et de sa rentabilité en fonction de l'environnement dans lequel se situe le siège des organisations¹² (M.-J. de Saint Robert), nécessité de dialoguer avec les acteurs de terrain conduisant à recourir à l'arabe et à d'autres langues régionales, volonté de se distinguer, et de préserver des conversations privées avec l'encadrement, favorisant l'utilisation du français comme au CICR (M. R. Garrido Sardà et Z. Sokolovska), ou encore rapport personnel à la langue comme marqueur identitaire/culturel conduisant à en défendre l'usage (français) ou *a contrario* à y renoncer (albanais).

La traduction dans les faits des principes inscrits dans les régimes linguistiques suppose donc un investissement fort des institutions qui les adoptent. Comme le montre par exemple très bien M.-J. de Saint Robert, elle implique une politique volontariste sur de multiples dimensions : en matière de ressources humaines (la double compétence linguistique doit être exigée dès le recrutement, accompagnée par une offre de formation, valorisée dans les promotions), comme de communication (pour les organisations européennes comme onusiennes, la communication, numérique notamment, s'est progressivement et très fortement affranchie des règles pour s'opérer quasi exclusivement en anglais), ou encore d'accompagnement et d'encadrement du travail des interprètes et traducteurs (F. Bisiani, R. Raus, T. Guevara-Braun).

Or, ce que les enquêtes de ce dossier mettent en lumière, c'est que non seulement de telles mesures d'accompagnement ne sont pas, ou pas suffisamment, prises, mais aussi que les institutions travaillent parfois elles-mêmes activement au contournement de leurs propres règles. Ainsi la Commission européenne a-t-elle participé à faire de l'anglais « la seule langue de travail de l'élargissement en Albanie », et l'unique langue pivot pour la traduction de « l'acquis communautaire » dans le droit albanais. L'occultation du « caractère foncièrement multilingue du travail juridique européen », et, plus généralement, la remise en cause du « projet politique du multilinguisme européen »,

12. On peut faire sur ce point l'hypothèse que si la localisation du siège en Suisse romande a joué en faveur du français, l'offre croissante de services en anglais et la relative fermeture sur elle-même de la communauté des agents onusiens (Dairon et Badache, à paraître) contribuent à dévaluer l'intérêt d'une maîtrise du français.

s'opèrent ainsi silencieusement, au nom d'impératifs administratifs et financiers, et avec le concours des relais locaux que sont les hauts fonctionnaires et traducteurs albanais.

Les pratiques linguistiques des organisations étudiées constituent donc un ensemble composite et fluctuant, combinant normes juridiques et d'usages, dont les textes analysent enfin les effets sur le fonctionnement interne et les relations avec leur environnement. Sur cette troisième dimension, deux enseignements se dégagent notamment de ce dossier. Le premier concerne la place centrale donnée aux activités de traduction dans ces organisations en raison de leur caractère multilingue : or, comme l'illustrent très bien plusieurs articles (R. Raus, F. Bisiani, S. Vicari et A. Giaufret), la traduction est par nature créatrice, reposant d'une part sur les interprétations et les choix des professionnels, et, d'autre part, sur les contextes culturels nationaux de réception. Suivant cette perspective, les articles s'intéressent aux dispositifs mis en place pour encadrer cette activité (bases de données et fiches terminologiques), et aux transformations qu'elle fait subir aux discours traduits, en dépit de cet encadrement : la traduction peut ainsi contribuer à la « diffusion, ou, inversement, l'endiguement d'un discours idéologique » (R. Raus), mais les écarts de sens qu'elle produit peuvent être aussi analysés, de façon fonctionnelle, comme une façon pour une organisation active à l'échelle mondiale telle qu'Amnesty International « de s'adapter à des publics différents » (S. Vicari et A. Giaufret). Une seconde piste de réflexion renvoie aux conséquences de la place privilégiée, donnée, de façon dérogatoire ou non, à certaines langues, dans le fonctionnement de ces organisations. Des risques d'incompréhensions, d'appauvrissement de la communication, voire d'éviction partielle de certains agents sont pointés (M.-J. de Saint Robert). À une échelle plus vaste, l'analyse du processus de pré-adhésion de l'Albanie à l'UE, reposant à la fois sur l'usage exclusif de l'anglais, et sur le refus de prendre en compte la différence entre les langues parlées en Albanie, au Kosovo et en Macédoine, témoigne d'une attention pour le moins limitée de la Commission aux enjeux politiques (et ici d'identité et ethnicité) associés à la langue, et aux engagements de l'UE dans ce domaine. Plus généralement, le fait qu'à l'exception de quelques contenus promotionnels, la quasi-totalité de l'information produite par les institutions européennes le soit exclusivement en anglais invite à remettre en perspective leur engagement en faveur de la transparence et de la démocratie participative ; en écho aux travaux récents questionnant les liens entre pratiques linguistiques et sentiment d'appartenance/adhésion à l'UE (Barbier, 2018 ; Diez Medrano, 2018), ces éléments encouragent à poursuivre la réflexion non seulement sur ce que leurs usages linguistiques nous disent des organisations internationales, mais aussi sur ce qu'ils leur font, à travers la façon dont ils déterminent les rapports des citoyens ordinaires à ces organisations.

Références

- ABÉLÈS Marc, 1992, *La vie quotidienne au Parlement européen*, Paris, Hachette.
- ABÉLÈS Marc et BELLIER Irène, 1996, « La Commission européenne du compromis culturel à la culture politique du compromis », *Revue française de science politique*, vol. XLVI, n° 3, p. 431-456.
- ABÉLÈS Marc, BELLIER Irène et McDONALD Maryon, 1993, *Approche anthropologique de la Commission européenne*, rapport pour le compte de la Commission européenne, Bruxelles.
- ASSEMBLÉE NATIONALE, 2021, *Proposition de résolution n° 4077 visant à faire du français l'unique langue de travail de l'Union européenne*.
- BADACHE Fanny, KIMBER Leah R. et MAERTENS Lucile éd., à paraître, *Introduction to International Organizations Research Methods*, Ann Arbor, Michigan University Press.
- BAN Carolyn, 2013, *Management and Culture in an Enlarged European Commission: From Diversity to Unity*, Basingstoke, Palgrave MacMillan.
- BARBIER Jean-Claude, 2018, « The myth of English language competence in European Union and some of its political consequences », dans M. Gazzola, T. Templin et B.-A. Wickström éd., *Language Policy and Linguistic Justice: Economic, Philosophical and Sociolinguistic Approaches*, Cham, Springer International Publishing, p. 209-229.
- , 2015, « Languages of “social policy” at the “EU level” », dans D. Béland et K. Petersen éd., *Analysing Social Policy Concepts And Language: Comparative And Transnational Perspectives*, Bristol, Policy Press.
- , 2008, *La longue marche vers l'Europe sociale*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Le lien social »).
- , 2002, « Peut-on parler d'“activation” de la protection sociale en Europe ? », *Revue française de sociologie*, vol. XLIII, n° 2, p. 307-332.
- BEAUVALLÉT Willy et MICHON Sébastien, 2010, « L'institutionnalisation inachevée du Parlement européen », *Politix*, n° 89, p. 147-172.
- BELLIER Irène, 2002, « European identity, institutions and languages in the context of the enlargement », *Journal of Languages and Politics*, vol. I, n° 1, p. 85-114.
- , 2001, « Pluralisme linguistique et intégration européenne : les tensions identitaires de l'Union », *Horizons philosophiques*, vol. XII, n° 1, p. 53-86.
- BRACKENIERS Eduard, 1991, « Europäische Integration und Probleme der Sprachkommunikation », *TEXTconTEXT*, n° 6, p. 1-8.
- CAO Deborah et ZHAO Xingmin, 2008, « Translation at the United Nations as specialized translation », *The Journal of Specialised Translation*, n° 9, p. 39-54.
- CHRAIBI Sylvie, 2019, « La version arabe du Rapport 2017 de la Banque Mondiale », *Mediazioni*, n° 24, <http://mediazioni.sitlec.unibo.it>.
- , 2016, « La lisibilité de la version arabe de la Convention internationale des droits de l'enfant », *Traduction, technologie, rédaction*, vol. I, n° 1, p. 61-83.
- COLACI Laura A., 2018, *Politologia del linguaggio italiano e tedesco. Metafore concettuali e strategie retorico-narrative al Parlamento europeo*, Milan, FrancoAngeli.

- COSMAI Domenico, 2014, *The Language of Europe. Multilingualism and Translation in the EU Institutions: Practice, Problems and Perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles.
- CUSSÓ Roser et GOBIN Corinne éd., 2008, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politiques*, n° 88, p. 5-11.
- DAIRON Émilie et BADACHE Fanny, à paraître, « Understanding international organizations' headquarters as ecosystems: The case of Geneva », *Global Policy*, vol. XII, n° 7.
- DE PIZZOL Vanessa éd., 2009, « Organisations internationales » [numéro thématique], *Traduire : une autre perspective sur la traduction*, n° 220.
- DIEZ MEDRANO Juan, 2018, « Multilingualism and European identification », *Sociological Inquiry*, vol. LXXXVIII, n° 3, p. 410-434.
- DUCHÊNE Alexandre, 2004, « Construction institutionnelle des discours : idéologie et pratiques dans une organisation supranationale », *Travaux neuchâtelois de linguistique*, n° 40, p. 93-115.
- FONTENELLE Thierry, 2016, « La traduction au sein des institutions européennes », *Revue française de linguistique appliquée*, vol. XXI, p. 53-66.
- GEORGAKAKIS Didier et ROWELL Jay éd., 2013, *The Field of Eurocracy: Mapping EU Actors and Professionals*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- GÉMAR Jean-Claude, 2007, « Traduire le droit ou le double langage de Thémis », *Hermès*, n° 49, p. 149-155.
- , 1982, *Langage du droit et traduction*, Linguatex, Conseil de la langue française, Montréal, Québec, 2 tomes.
- GOBIN Corinne et DEROUBAIX Jean-Claude, 2010, « L'analyse du discours des organisations internationales. Un vaste chantier encore peu exploré », *Mots. Les langages du politiques*, n° 94, p. 107-114.
- GRÉCIANO Philippe et HUMBLEY John éd., 2011, « Langue et droit : terminologie et traduction » [numéro thématique], *Revue française de linguistique appliquée*, vol. XVI.
- GRIN François, 2004, « L'anglais comme *lingua franca* : questions de coût et d'équité. Commentaire sur l'article de Van Parijs », *Économie publique*, vol. XV, n° 2, p. 33-41.
- GUIDÈRE Mathieu, 2008, *Introduction à la traductologie : penser la traduction, hier, aujourd'hui, demain*, Bruxelles, De Boeck.
- HABSBURG Otto von, 1982, « Vielsprachigkeit und Fortschritt » (Plurilinguisme et Progrès), *Multilingua*, vol. I, n° 2, p. 71-76.
- HASSEUTEUFEL Patrick et ZEIGERMANN Ulrike, 2021, « Translation and translators in policy transfer processes », dans O. Porto de Oliveira éd., *Handbook of Policy Transfer, Diffusion and Circulation*, Cheltenham, Northampton, MA, Edward Elgar Publishing Limited.
- HOPPE Dominique, 2013, « Usage et défense de la diversité linguistique dans les OI », *Revue internationale et stratégique*, n° 89, p. 111-116.
- KLUCZEWSKA Karolina, 2019, « How to translate "good governance" into Tajik? An American good governance fund and norm localisation in Tajikistan », *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. XIII, n° 3, p. 357-376.

- KRAUS Peter et KAZLAUSKAITĖ Rūta, 2014, «Addressing linguistic diversity in the European Union: Strategies and dilemmas», *Ethnicities*, vol. XIV, n° 4, p. 517-538.
- KYMLICKA Will et PATTEN Allan, 2003, *Language Rights and Political Theory*, Oxford, New York, Oxford University Press.
- LANE-MERCIER Gillian, MERKLE Denise et MEYLAERTS Reine éd., 2014, «Traduction et plurilinguisme officiel» [numéro thématique], *Meta: journal des traducteurs*, vol. LIX, n° 3, décembre.
- LEAL Alice, 2021, *English and Translation in the European Union: Unity and Multiplicity in the Wake of Brexit*, New York, Routledge.
- LEONCINI BARTOLI Antonella, 2016, *Guides de rédaction et traduction dans le cadre de l'Union européenne*, Rome, CISU.
- MICHEL Hélène et ROBERT Cécile éd., 2010, *La fabrique des «Européens»: processus de socialisation et construction européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg.
- MOIRAND Sophie, 2007, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses universitaires de France.
- MORI Laura éd., 2018, *Observing Eurolects. Corpus Analysis of Linguistic in the EU Law*, Amsterdam, John Benjamins.
- MÜTZELBURG Irina, 2020, «Remote Management of the European Neighbourhood Policy», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. IV, n° 4, p. 45-75.
- NELDE Peter Hans, 2004, «Le nouveau plurilinguisme de l'UE et la linguistique de contact», *Revue française de linguistique appliquée*, vol. IX, n° 2, p. 31-46.
- NOWICKI Joanna et OUSTINOFF Michael, 2007a, «Introduction», *Hermès*, n° 3, p. 9-17.
- NOWICKI Joanna et OUSTINOFF Michael éd., 2007b, «Mondialisation et traduction» [dossier thématique], *Hermès*, n° 3.
- OUSTINOFF Michael, NOWICKI Joanna, MACHADO DA SILVA Juremir éd., 2010, «Mondialisation et traduction», vol. II [dossier thématique], *Hermès*, n° 56.
- PATTERSON Benjamin G., 1981, «The problems arising from the multilingualism of the European community», *Lebende Sprachen*, vol. XXVI, n° 1, p. 7-11.
- PÊCHEUX Michel, 1969, *Analyse automatique du discours*, Paris, Dunod.
- PERCEBOIS Jacqueline, 2001, «Fonctions et vie des sigles et acronymes en contextes de langues anglaise et française de spécialité», *Meta: journal des traducteurs*, vol. XLVI, n° 4, p. 627-645.
- POOL Jonathan, 1991, «The official language problem», *The American Political Science Review*, vol. LXXXV, n° 2, p. 495-514.
- ROBERT Cécile, 2016, «Défendre l'intérêt, promouvoir l'influence: les administrations nationales dans la construction de l'expertise européenne», *Revue française d'administration publique*, n° 158, p. 447-461.
- ROBERT Cécile éd., 2010, «Les groupes d'experts dans le gouvernement de l'Union européenne» [numéro thématique], *Politique européenne*, n° 32.
- SAINT ROBERT Marie-José de, 2010, «L'utilisation du français dans les négociations et les organisations internationales», *Géoéconomie*, n° 55, p. 113-123.
- , 2000, *La politique de la langue française*, Paris, Presses universitaires de France (coll. «Que-sais-je?»).

- SCHÄFFNER Cristina, TCACIUC Luciana Sabina et TESSEUR Wine, 2014, « Translation practices in political institutions: A comparison of national, supranational, and non-governmental organisations », *Perspectives: Studies in Translation Theory and Practice*, vol. XXII, n° 4, p. 493-510.
- SHORE Cris, 2000, *Building Europe. The Cultural Politics of European Integration*, Londres, Routledge.
- SKUTNABB-KANGAS Tove éd., 1995, *Multilingualism for All*, Lisse, Swets et Zeitlinger (coll. « European Studies on Multilingualism »).
- SOKOLOVSKA Zorana, 2021, *Les langues en débat dans une Europe en projet*, Lyon, ENS Éditions.
- STOICHEVA Maria, 2015, « What policy of multilingualism can foster European identity formation? », *Politeja*, n° 37, p. 107-122.
- STRANI Katerina éd., 2020, *Multilingualism and Politics: Revisiting Multilingual Citizenship*, Londres, New York, Palgrave Macmillan.
- SWAAN Abram de, 2001, *Words of the World*, Cambridge, Polity Press.
- TOUITOU-BENITAH Colette, 1998, « Le modèle de la traduction en Europe: réalités et potentialités », dans M. Ballard éd., *Europe et traduction*, Arras, Artois Presses Université, p. 359-369.
- VAN PARIJS Philippe, 2004, « L'anglais *lingua franca* de l'Union européenne: impératif de solidarité, source d'injustice, facteur de déclin? », *Économie publique*, vol. XV, n° 2, p. 13-32.
- VETERE Guido, à paraître, « Elaborazione automatica dei linguaggi diversi dall'inglese: introduzione, stato dell'arte e prospettive », *De Europa*, Special Issue 2022, <http://www.deeuropa.unito.it/>
- WAGNER Anne-Catherine, 2005, *Vers une Europe syndicale. Une enquête sur la Confédération européenne des syndicats*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, coll. « Savoir/Agir », 160 p.
- , 2004, « Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, p. 12-33.
- WAGNER Emma, SVEND Bech et MARTINEZ Jesús, 2002, *Translating for the European Union Institutions*, Manchester, St. Jerome Publishing.